

ESSEC BUSINESS SCHOOL

# Concours 2022

# Textes Anglais LV1

Journée Prépas ESSEC – 18 novembre 2022



## **Stations-service à sec, pénurie de chauffeurs... Boris Johnson confronté à la dure réalité du Brexit**

Ouest France

01 octobre 2021

Pénurie de main-d'œuvre et de routiers, stations-service à sec, flambée des factures d'énergie... Le Premier ministre britannique prend le retour de manivelle de la sortie de son pays de l'Union européenne.

Le chaos annoncé n'avait pas eu lieu. En janvier 2021, aux premiers jours du Brexit, les embouteillages dans les ports du Royaume-Uni s'étaient finalement vite résorbés. Boris Johnson avait beau jeu, alors, de railler les soi-disant experts européens qui prédisaient le pire. Et d'attribuer au Covid les couacs enregistrés ici ou là.

Neuf mois plus tard, la croissance au vert (7,2 % annoncés en 2021) cache une réalité moins rose. Même les plus ardents défenseurs du Brexit, convaincus qu'ils allaient enfin reprendre le contrôle et chasser les migrants qui volaient leur gagne-pain, se sont pincé le nez dès le printemps. Privés de la main-d'œuvre bon marché d'Europe de l'Est, leurs maraîchers ont dû laisser pourrir leurs légumes dans les champs.

Et le pays découvre brutalement qu'il ne peut se passer des routiers européens. 100 000 chauffeurs manquent pour transporter les bêtes vers les abattoirs – qui cherchent aussi des bouchers – ; approvisionner les supermarchés et les restaurants – en mal de serveurs – ; livrer les pièces détachées aux usines – qui tournent au ralenti...

Sourd aux coups de klaxons des transporteurs, le Premier ministre conservateur n'a pas vu la panique gagner les Britanniques. Et il aura suffi de la fuite d'un rapport du pétrolier BP sur les difficultés d'approvisionnement pour voir les stations-service mises à sec, ces derniers jours.

Une crise temporaire, a rassuré hier Boris Johnson. Il a raison. Les réservoirs des retraités et petits rouleurs étant désormais pleins, tout va rentrer dans l'ordre. Le manque de routiers, lui, n'est pas près de s'estomper. Pour combler le vide, il faudra plus que les 150 chauffeurs déployés par l'armée, la formation en urgence de 4 000 personnes et l'appel à la « solidarité nationale » de tous les détenteurs d'un permis poids lourds.

Autant tenter d'éteindre un feu avec un verre d'eau, se désole Ruby McGregor-Smith, présidente de la Chambre de commerce. Croire que les chômeurs (4,5 %) se jetteraient sur les jobs durs et

sous-payés occupés par les étrangers était une erreur. Contraint de bafouer ses promesses migratoires, le gouvernement vient de délivrer 10 500 permis de travail provisoires (trois petits mois), pour inciter les Européens à revenir.

De quoi faire grincer des dents sur le continent : Les travailleurs de l'UE ne partiront pas, pour un visa temporaire, aider le Royaume-Uni à sortir de la merde qu'il a lui-même créé, a réagi Edwin Ateama, le patron de la Fédération des syndicats néerlandais.

Même sentiment de trahison outre-Manche. Car Johnson avait aussi juré de sauver le service public de santé en récupérant les milliards versés à l'Europe. Et le voilà qui se dédit, annonçant une hausse d'impôts (+1,25 %) pour financer soins et dépendance.

Déjà essorés par la flambée de leurs factures d'énergie, travailleurs et entreprises vont devoir mettre la main à la poche. Et faire une croix sur la solidarité. Sans attendre la fin de la pandémie, Londres suspend le chômage partiel dont bénéficient encore 1,6 million de Britanniques, baisse les minima sociaux et rabiote les aides au logement. 100 000 locataires risquent l'expulsion, alerte l'ONG Crisis.

Pas sûr que les 580 millions d'euros débloqués jeudi 30 septembre 2021 pour les plus démunis suffisent à redorer le blason de Johnson. Sa popularité est au plus bas (34 %) depuis son arrivée au pouvoir en 2019, selon YouGov. Et 53 % des Britanniques jugent que le Brexit se passe mal », contre 38 % en juin !

La crainte d'un Noël cauchemardesque n'y est pas étrangère. Les experts – encore eux – prédisent un réveillon sans dinde et des pénuries de produits électroniques, de jouets, etc.

{...}

« Les volailles que nous élevons sont en baisse de 5 à 19 % depuis Pâques, simplement parce que nous n'avons pas le personnel (très souvent originaire d'Europe, N.D.L.R) pour les préparer, » avait averti Richard Griffiths, le directeur général du British Poultry Council (BPC), dès le mois de juin.

Le même problème touche les autres volailles. « Il y aura une réduction d'approvisionnement en dinde de 20 % pour Noël parce que les grandes entreprises ne pourront pas avoir de main-d'œuvre, » précise Paul Kelly, producteur dans l'Essex, au nord-est de Londres. « C'est à 100 % dû au Brexit, même si la pandémie n'a pas aidé. Les agences qui recrutent les travailleurs d'Europe ne peuvent plus les faire venir ici. »

Richard Griffiths redoute un système alimentaire à deux vitesses, où la nourriture britannique de haute qualité deviendra hors de portée pour de nombreux consommateurs en difficulté.

(Adapté)



### **Djokovic : peut-on écrire l'histoire en étant indifférent au temps présent ?**

Libération

11 janvier 2022

A Melbourne, Djokovic avait rendez-vous avec l'histoire. Celle qui ferait de lui, pensait-il, un homme surpassant les autres et que pas un ne vaudrait. Au terme de quinze jours de compétition, il devait devenir le seul à compter 21 tournois du Grand Chelem à son palmarès. Il était d'autant plus confiant qu'en ayant déjà gagné neuf fois l'Open d'Australie, la victoire pouvait lui sembler acquise ; il dépasserait donc Federer et Nadal, et leurs 20 titres respectifs. Mais quid de son dossier médical en regard de la pandémie ?

Novak Djokovic s'étant prononcé contre le vaccin en avril 2020, des articles commencèrent à paraître, en novembre : si « Paris vaut bien une messe » (oui, citons Henri IV), l'Open d'Australie vaut-il que le champion fasse une entorse à ses idées en se faisant vacciner comme n'importe qui? Ira, n'ira pas? Mardi dernier, le joueur serbe annonçait disposer d'une « exemption ». Sur le tarmac, son sourire n'était rien moins que malaisant. A l'heure où les pouvoirs publics imposent des confinements, un pass sanitaire ou un pass vaccinal, le champion avait donc décidé de se distinguer : à nous la maladie et les mesures coercitives obsédant le débat public partout dans le monde, à lui ce rendez-vous avec l'histoire. Le biais cognitif était stupéfiant. Peut-on écrire l'histoire en étant complètement indifférent au temps présent ? Les héros et les fous écrivent l'histoire en dictant leurs conditions à leurs contemporains. Ce n'est pas ce qu'a tenté le joueur serbe ; il a cru qu'il était possible de mettre la main sur l'histoire et de s'enfuir avec, il a tenté de faire d'un bus un taxi privé, il a voulu privatiser l'histoire.

La polémique a naturellement enflé tandis qu'il survolait le plancher des vaches et l'océan Indien. Le Premier ministre australien a rappelé que la loi s'impose à tous, et le président serbe a menacé tous azimuts. Mais voilà, une fois l'avion posé, il s'est avéré que le staff du champion n'avait pas demandé le visa ad hoc. Les autorités australiennes l'ont donc considéré comme un voyageur tentant d'entrer illégalement sur le territoire. Il a été privé de son téléphone et emmené dans l'une de ces zones aéroportuaires que seuls les réfugiés connaissent, gérées par les douanes de manière souvent indignes. Lui au moins n'aura pas été molesté mais, à ce stade déjà, la situation est inédite. Elle devient extraordinaire lorsque, quatre ou cinq heures plus tard, un communiqué annonce que le champion doit rentrer en Europe par le premier vol.

Novak Djokovic fait appel, l'appel est suspensif, il restera donc trois jours en Australie le temps que l'ensemble du dossier soit à nouveau examiné. « En attendant, "Nole" est traité comme tous les autres voyageurs ayant tenté de pénétrer sur le sol australien sans un visa conforme, rend compte Euro- sport. Le nonuple vainqueur de l'Open d'Australie a été placé dans un hôtel [dont Reuters dit qu'il] abriterait des réfugiés illégaux, sans visas valables depuis plus de deux ans. Selon plusieurs médias dont l'agence de presse londonienne, plusieurs personnes isolées dans cet hôtel se sont plaintes que leur nourriture contenait des vers et des moisissures.

Pour Djokovic, les prochains jours pourraient donc être particulièrement longs. Parce que je fais partie des gens qui s'insurgent contre les situations inhumaines vécues par les réfugiés dans ces centres de rétention, je ne peux m'amuser de ce qu'une énième personne ait eu à supporter ça. Mais les réfugiés sont poussés par la peur de mourir, ou par la faim et la misère, alors que Djokovic voyage pour jouer au tennis et gagner 2 millions de dollars en cas de victoire. A-t-il réfléchi, durant ces trois jours, au fait qu'il n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne ? La chute de la maison Djokovic illustre parfaitement la notion d'hybris : cet homme a cru qu'il était possible d'écrire l'histoire en étant indifférent à ce qui en fait la chair. Il a cru qu'il pouvait être seul au monde et hors d'atteinte au moment précis où un virus nous rappelle à quel point nous sommes liés - avec le Covid-19 et, c'est fantastique, par d'invisibles gouttelettes en suspension dans l'air.

Pour avoir cru qu'il pouvait être au-dessus de tout et de tous, Djokovic s'est retrouvé à vivre (mais lui n'est resté que trois jours dans cet hôtel) ce que vivent les personnes les plus maltraitées par la vie, celles qui éprouvent dans leurs corps que l'humanité n'en a pas fini avec l'histoire - l'horreur économique et la catastrophe climatique faisant d'eux les martyrs de notre mode de vie. Pour ces femmes et pour ces hommes qui tentent de passer les frontières, l'histoire est un monstre froid qui s'impose à tous. Novak Djokovic sait désormais qu'elle s'impose aussi - et de manière spectaculaire - à ceux qui pensent pouvoir l'écrire en ne lui devant rien.



## Les travaillistes s'emparent du pouvoir en Australie

La Croix

21 mai 2022

Après neuf ans à la tête du pays, le premier ministre conservateur Scott Morrison est battu par le travailliste Anthony Albanese. Les écologistes et petits partis indépendants progressent, alors que l'environnement était au cœur de la campagne électorale.

Le premier ministre australien Scott Morrison a reconnu, samedi 21 mai, sa défaite aux élections législatives, qui mettent fin à neuf ans de gouvernement conservateur. Quelque 17,2 millions d'électeurs étaient appelés à choisir les 151 sièges de la chambre des représentants pour un mandat de trois ans. Quarante des 76 sièges du sénat étaient également renouvelés pour six ans.

Les sondages ne laissaient guère de doute, même si l'écart entre les deux forces politiques avaient tendance à se réduire ces derniers jours. C'est donc le Parti travailliste d'Anthony Albanese qui a remporté les élections législatives, samedi 21 mai. Une victoire qui marque le retour au pouvoir de cette formation après neuf ans de gouvernement conservateur. « Ce (samedi) soir, j'ai parlé au chef de l'opposition et au nouveau premier ministre, Anthony Albanese, et je l'ai félicité pour sa victoire électorale », a déclaré le chef du gouvernement sortant.

C'est principalement son inaction contre le changement climatique qui a coûté sa réélection à Scott Morrison. Selon des projections publiées par la chaîne ABC alors que la moitié des suffrages a été dépouillée, le parti travailliste d'Anthony Albanese emporte le plus grand nombre de députés. A cette heure, avec seulement 72 sièges assurés jusqu'à présent, il n'était pas encore certain de décrocher la majorité absolue de 76 députés nécessaire pour former un gouvernement sans devoir se trouver un allié. Si besoin, il pourrait le trouver du côté des écologistes : après trois années marquées par des catastrophes naturelles majeures et par la pandémie, les Australiens ont plébiscité un nombre inhabituel de « petits » candidats pro-environnement qui pourraient détenir les clés du pouvoir.

La défaite de M. Morrison met fin à neuf ans de règne sans partage, et l'effondrement du parti conservateur profite essentiellement au parti vert et aux candidats indépendants surnommés « teals » (les « sarcelles ») - pour la plupart des femmes hautement qualifiées prônant la défense de l'environnement, l'égalité des sexes et la lutte contre la corruption - qui se trouvent en tête dans plusieurs circonscriptions, principalement urbaines.

« Les électeurs ont dit que la crise climatique est un sujet sur lequel ils veulent agir », s'est réjoui Adam Bandt, leader du parti vert. Nous venons de connaître trois années de sécheresse, puis des

incendies et maintenant des inondations (...). C'est en train de se produire, c'est en train de s'aggraver », a-t-il ajouté.

Alors que la campagne électorale s'est focalisée sur la personnalité des deux chefs de parti classiques, MM. Morrison et Albanese, les jeunes Australiens exprimaient de plus en plus leur colère : « J'ai grandi dans une communauté qui a été très fortement touchée par les incendies et les inondations au cours des cinq dernières années, a raconté dans un bureau de vote de Melbourne Jordan Neville, qui votait pour la première fois. Si quelque chose pouvait être fait pour empêcher que cela se reproduise, ce serait incroyable. » Une inquiétude grandissante alors que M. Morrison ne voulait guère agir pour réduire les émissions de carbone de l'Australie, sachant que l'industrie du charbon est un des moteurs de l'économie du pays.

Souffrant d'une faible popularité et d'accusations diverses, Morrison était au plus bas dans les sondages, en dépit de la reprise économique et d'un taux de chômage historiquement faible (3,9% en avril). Samedi, M. Albanese, 57 ans issu d'un milieu modeste, avait quant à lui demandé aux électeurs de donner à son parti de centre-gauche « une chance » de diriger le pays. Le leader travailliste - qui a lui-même été décrit comme fade et peu inspirant - a mis l'accent dans les derniers jours de la campagne sur les manquements présumés de M. Morrison et son positionnement international. On se souvient notamment que Scott Morrison avait rompu en septembre 2021, le « contrat du siècle » passé avec la France en 2016, qui portait sur douze sous-marins, soit une enveloppe de quelque 90 milliards de dollars australiens (56 milliards d'euros). Alors ministre des affaires étrangères et signataire du contrat de 2016, Jean-Yves Le Drian s'est permis samedi de commenter les résultats australiens : « La défaite de M. Morrison me convient très bien », l'ancien chef de la diplomatie française.

Albanese s'est engagé à aider les personnes confrontées à la flambée des prix et à renforcer la participation des populations indigènes à l'élaboration de la politique nationale. Il a surtout promis de mettre fin au retard pris par l'Australie en matière de lutte contre le changement climatique. Au risque de mécontenter le secteur minier qui joue un rôle central dans l'économie du pays.



## **Facebook plonge dans l'arbitraire en autorisant les menaces de mort contre les soldats russes**

Marianne

11 mars 2022

Le groupe Meta, qui comprend Facebook et Instagram, a décidé de modifier sa politique de modération pour faire preuve « d'indulgence » envers les menaces de mort proférées contre des soldats et les dirigeants russes, en pleine guerre en Ukraine. Les appels au meurtre contre des soldats ukrainiens sont en principe toujours interdits. Marianne fait le point sur cette décision stupéfiante.

« À la suite de l'invasion russe de l'Ukraine, nous avons temporairement autorisé des formes d'expression politique qui violeraient normalement nos règles, comme des discours violents tels que "mort aux envahisseurs russes" », a déclaré un porte-parole de Meta, le nouveau nom du groupe Facebook, confirmant une enquête de l'agence de presse Reuters. En clair, la politique de modération sur Facebook et Instagram change dans certains pays, pour autoriser des appels à la violence contre des soldats russes et des dirigeants comme Vladimir Poutine ou le président biélorusse Alexandre Loukachenko. « Nous continuons de ne pas autoriser des appels crédibles à la violence contre des civils russes », a précisé Meta.

Au contraire, les « éloges » du « régiment Azov » un groupe paramilitaire ukrainien d'inspiration néonazie seront autorisés. Une « petite exception » selon le porte-parole de Meta qui sera permise si ces « éloges » sont « strictement dans le contexte de la défense de l'Ukraine, ou dans son rôle au sein de la Garde nationale ukrainienne ». Selon Reuters, qui a eu accès à des mails internes à Meta, les pays concernés sont l'Ukraine, Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Estonie, la Géorgie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Russie, où Facebook et Instagram ont toutefois été censurés la semaine dernière.

En juin 2021, Facebook avait déjà laissé passer des messages d'opposants iraniens appelant à la mort de l'ayatollah Ali Khomeini, a rappelé l'AFP. « Une enquête du Guardian en 2021 avait déjà révélé des documents internes à Facebook prouvant que des consignes étaient données aux modérateurs pour autoriser les appels aux meurtres d'un certain nombre de personnalités publiques », explique le chercheur Olivier Ertzscheid, qui enseigne à l'université de Nantes.

« Un statut que Facebook définissait par rapport à un certain nombre d'abonnés sur les réseaux ou si la personne était apparue à plusieurs reprises dans des articles de presse. Les menaces de mort pouvaient passer à condition qu'elles aient une dimension figurative. On voit toutes les



limites de ce genre d'exercice qui impliquent une grande marge d'interprétation », poursuit Olivier Ertzscheid.

Par ailleurs, une étude publiée ce jeudi 10 mars par la Licra et l'ONG allemande HateAid a une nouvelle fois pointé les lacunes criantes de Facebook en matière de modération de la haine en ligne. 70 % des messages de haines postés sur le réseau social ne seraient pas supprimés par Facebook, alors même qu'ils ont été signalés par des utilisateurs et qu'ils constituent des infractions à la loi. Signe que la modération des contenus haineux par le géant américain est non seulement arbitraire mais aussi impotente.

Dès lors Meta fait-il de la modération ou clairement de la censure ? « Factuellement, ce sont toujours des questions de modération. Mais si l'on adopte une lecture un peu naïve de la situation, on a une entreprise américaine qui autorise à appeler à la mort du président russe. Cela entretient une logique d'affrontement binaire », poursuit Olivier Ertzscheid.

Selon ce chercheur, « on observe une forme de balkanisation du langage qui est très frappante. Au même titre qu'il y a des enjeux de contrôle des hydrocarbures en Ukraine, il y a une grosse problématique de contrôle de la langue qui est opérée dans ce cas par des opérateurs privés, qui se présentent comme des médias mais refusent d'en assumer la responsabilité ».

Un glissement des appels au meurtre vers les populations civiles russes ne peut être exclu, compte des failles béantes de la modération par Facebook. Au-delà, la décision de Facebook pourrait aussi mettre en danger les émetteurs de ces menaces. « Ce genre de décisions prises en temps de guerre risquent de laisser des traces ensuite. Cette décision de Facebook c'est une manière de dire aux gens : lâchez-vous. Mais si demain la Russie prend le contrôle total de l'Ukraine, cela peut potentiellement les mettre en danger. Le Parlement russe a adopté une loi punissant jusqu'à 15 ans de prison la diffusion de propos dénigrant l'armée. On peut se demander ce qui sera fait de tous ces discours qui vont rester en ligne une fois que le conflit sera terminé », relève Olivier Ertzscheid.

« Cela relève d'une forme d'impréparation, d'une négligence qui est devenue caractéristique de Facebook. Ils laissent faire comme ils l'ont fait avec les Rohingya en Birmanie par exemple », poursuit le chercheur. En décembre 2021, des réfugiés rohingya, une minorité ethnique musulmane, qui ont fui ce que l'ONU qualifie de « génocide » en Birmanie, ont entamé une procédure judiciaire contre Meta, jugeant ses algorithmes responsables d'avoir favorisé la désinformation et les idéologies racistes, qui se sont traduites par des actes violents.



## La tournée caribéenne du prince William confronte la monarchie à son passé

Agence France Presse

26 mars 2022

L'événement devait célébrer l'attachement de la monarchie britannique aux anciennes colonies, à l'occasion des 70 ans de règne d'Elizabeth II. La tournée du prince William aux Caraïbes a donné lieu à une confrontation difficile, signe des difficultés attendant la royauté.

Au Belize, en Jamaïque et aux Bahamas, trois pays indépendants membres du Commonwealth dont Elizabeth II est la cheffe d'Etat, le prince de 39 ans et son épouse Kate ont été appelés à s'excuser pour le passé esclavagiste du Royaume-Uni. Manifestations et velléités de couper le cordon ont souvent éclipsé les belles images et articles élogieux marquant généralement les déplacements du couple adoré des Britanniques et de leurs redoutables tabloïds.

La famille royale britannique a bénéficié "du sang, de la sueur et des larmes" des esclaves, a ainsi affirmé le Comité national de réparations des Bahamas, appelant à des dédommagements après que les territoires et peuples colonisés ont été "pillés" pendant des siècles.

De son côté, le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness a estimé "inévitabile" la transition de son pays vers un régime républicain, comme l'a fait la Barbade en novembre dernier.

Selon le poète et militant rastafari jamaïcain Mutabaruka, l'indépendance permettrait de changer la façon dont le peuple "se perçoit lui-même". "Ça ne va pas changer le prix de la nourriture mais ça a des implications psychologiques dans les esprits et la conscience du peuple", a-t-il affirmé au journal The Jamaican Observer.

"La reine Elizabeth est la reine d'Angleterre, pas de la Jamaïque. Elle devrait rester en Angleterre", abonde Tameka Thomas, vendeuse rencontrée par l'AFP en marge de la visite princière.

Ces revendications semblent annoncer des temps difficiles pour la monarchie, surtout quand Charles deviendra roi à la mort d'Elizabeth II, bientôt 96 ans, très populaire et très attachée au Commonwealth.

Le rôle joué par la monarchie britannique dans le commerce d'esclaves remonte au XVI<sup>e</sup> siècle, quand la reine Elizabeth I<sup>ère</sup> avait financé un des grands esclavagistes de l'époque, John Hawkins.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, le roi Charles II avait encouragé le commerce esclavagiste, investissant des fonds privés dans la Compagnie royale d'Afrique, qui a transporté des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants d'un côté à l'autre de l'Atlantique dans des conditions inhumaines.

Plus tard, le futur roi William IV tentera de s'opposer au mouvement abolitionniste. En vain. Le commerce transatlantique des esclaves est interdit en 1807 au Royaume-Uni, en 1833 dans tous les territoires britanniques.

Si elle est revenue ces dernières années sur son passé esclavagiste, Charles qualifiant l'esclavage de "terrible atrocité" et son fils William exprimant cette semaine sa "profonde tristesse", la famille royale n'a formellement prononcé aucune excuse.

Les critiques qui entourent la visite princière aux Caraïbes illustrent le récent travail d'introspection du Royaume-Uni sur son passé colonial, dans la foulée du mouvement Black Lives Matter. Les appels à retirer les statues et les monuments de personnages historiques liés à l'esclavage et au racisme s'y sont multipliés, donnant lieu à des débats parfois difficiles.

Pour Olivette Otele, professeure d'histoire et de mémoire de l'esclavage à l'université de Bristol, les manifestations aux Caraïbes étaient prévisibles, surtout après le scandale ces dernières années concernant le sort de la "génération Windrush" venue aider à la reconstruction du Royaume-Uni après la Seconde Guerre mondiale.

Ces dizaines de milliers d'immigrés caribéens arrivés légalement avaient ensuite été privés de droits, voire renvoyés faute de documents nécessaires.

"Les excuses n'ont jamais été suffisantes", affirme la professeure Otele. "Elles sont une étape importante (...) mais de nos jours, les gens veulent plus. Ils veulent du changement".

"Si le but de la visite est de garder ces pays (sous la couronne britannique) et de garder la reine à la tête de ces Etats, (la famille royale) n'a peut-être pas compris que le débat est plus large ici", affirme-t-elle. "Il s'agit d'inégalité, de pauvreté et d'héritage du passé".

A l'approche des festivités prévues en juin au Royaume-Uni pour célébrer les 70 ans de règne d'Elizabeth II, elle avertit : "Aussi magnifique que le jubilé soit (au Royaume-Uni), il semble gênant d'attendre que les gens le célèbrent sans regarder ce qui se passe là-bas".

Le prince William n'est en tout cas pas resté à l'écart du débat, vendredi, lors d'une réception à Nassau. "L'an prochain, je sais que vous êtes tous impatients de célébrer les 50 ans de votre indépendance - vos noces d'or. Et avec la Jamaïque qui célèbre cette année ses 60 ans d'indépendance et le Belize qui a fêté l'an dernier ses 40 ans d'indépendance, je veux vous dire ceci : nous soutenons avec fierté et respect vos décisions concernant votre avenir. Les relations évoluent. L'amitié demeure", a-t-il déclaré.



## **L'invasion du Capitole, un an après : "Une partie de l'Amérique est étrangère à l'autre"**

Télérama

06 janvier 2022

Des milliers de personnes à l'assaut du Capitole, à Washington, l'un des centres névralgiques de la démocratie américaine... C'était le 6 janvier 2021, dans la foulée d'une allocution de Donald Trump, qui estimait que sa réélection lui avait été volée... Aussi surréaliste qu'elle puisse sembler, la scène eut bien lieu, devant les caméras du monde entier, et causa la mort de cinq personnes. Un an après cette émeute, l'historien et directeur de recherche au CNRS Ran Halévi analyse ce qu'elle dit de la situation politique et sociale des États-Unis dans un essai, *Le Chaos de la démocratie américaine*. (...)

*En quoi celui-ci vous paraît-il constituer un des « moments charnières » de l'histoire de la démocratie américaine?*

On peut soutenir que cet épisode chaotique était un non-événement, puisqu'il n'a rien aboli, rien créé et rien obtenu. Au bout de quelques heures, tout est rentré dans l'ordre. L'élection de Joe Biden a été confirmée, les émeutiers ont été déférés devant la justice, et l'État de droit n'a été en rien ébranlé. Il y a eu cinq morts et cent quarante blessés, c'est trop, mais peu au regard d'autres grandes ruptures. Seulement, un grand événement ne se mesure pas forcément au seul nombre des victimes et aux destructions qu'il peut produire. Il se lit plus encore dans les empreintes qu'il laisse dans la conscience nationale. Les Américains eux-mêmes sentaient qu'il y aurait un avant et un après 6 janvier 2021.

L'émeute leur a révélé l'ampleur des fractures politiques, idéologiques et culturelles qui les « *divisent contre eux-mêmes* », selon le mot d'Abraham Lincoln. Toute la séquence électorale (qui a abouti à l'invasion du Capitole) et la présidence Trump en général ont mis en lumière le délitement des traditions politiques, des conventions et des usages qui avaient gouverné la démocratie américaine. Quand 73 % des sympathisants républicains pensent que l'élection présidentielle a été volée, que le système électoral est gangrené par la fraude, c'est dire l'affaiblissement dramatique de la confiance spontanée dans les institutions et l'extension généralisée de la défiance dans les affaires publiques. Cette insurrection et ses lendemains ont installé les hantises conspirationnistes au cœur de la démocratie américaine.

*Vous soulignez que la majorité des émeutiers étaient des « Américains ordinaires » et non des militants extrémistes. Que révèle cette sociologie ?*

Que le trumpisme ne se limite pas aux seuls suprémacistes, racistes et autres. Parmi les cent mille personnes venues manifester à Washington, comme parmi les assaillants du Capitole, beaucoup entendaient défendre le droit et la justice qu'ils estimaient, à tort, bafoués par une fraude électorale. Ils se sont mis hors la loi au nom de la Constitution dont ils se voulaient les gardiens.

*Vous analysez cette émeute comme le produit de la présidence Trump et du « pacte populiste » qu'il a noué avec son électorat composite. Quelle est la nature de ce pacte ?*

On ne peut en effet comprendre l'état d'esprit des émeutiers et leur attachement viscéral à Trump sans analyser, d'une part, les effets ravageurs de la mondialisation sur la vie de millions de gens et, d'autre part, la portée de la révolution « woke » dans la culture politique du pays. La conjugaison des deux phénomènes a produit dans cette « Amérique de l'intérieur », exclue de la prospérité et réfractaire aux « élites », un sentiment de dépossession à la fois économique, politique, culturel et, surtout, identitaire. Des ressentiments aggravés par une polarisation politique qui rend aujourd'hui, littéralement, une partie de l'Amérique étrangère à l'autre. Trump, milliardaire new-yorkais, a su avec une intuition et un savoir-faire infaillibles parler à ces « désaffiliés », les galvaniser, les faire voter en masse, dans des proportions inconnues jusque-là...

*Par sa richesse et son pouvoir, il représente pourtant le contraire de ce qu'ils sont...*

Certes, mais il possède le talent de parler comme eux, pour eux, avec ce mélange de vulgarité transgressive et de franchise sans filtre dont on use seulement dans les conversations privées. Il insulte librement ceux que ses sympathisants tiennent pour responsables de leur malheur — les « élites », les démocrates, les médias, les progressistes qui expliquent à la nation américaine qu'elle est gangrenée par un « racisme systémique ». Ce que lui appelle un peu vaguement « l'Amérique d'abord » est cette Amérique que ses soutiens voient leur échapper. Trump leur donne le sentiment d'élever un rempart face au « complot contre l'Amérique ». En effet, Trump appartient à un autre monde. Mais eux le considèrent comme l'un des leurs qui a réussi, un modèle de ce qu'eux-mêmes seraient devenus si le destin leur avait été plus favorable.

*Où se situe la ligne de fracture qui divise l'Amérique aujourd'hui ?*

Cette question est capitale, et on aurait tort de la ramener aux guerres partisans que se livrent démocrates et républicains. Désormais, cette fracture passe à l'intérieur de chaque parti. Elle oppose deux visions inconciliables de la société et de l'ordre politique : l'une « libérale », c'est-à-dire étroitement inscrite dans la sphère de l'État de droit ; l'autre illibérale, qui se réclame, à gauche comme à droite, de vérités et de principes qu'on cherche à faire valoir, au nom d'une morale supérieure, hors des procédures démocratiques. Et la polarisation a actuellement atteint un degré tel, mêlant désormais à la guerre politique une guerre culturelle, que cela n'incite pas à l'optimisme.



## **Royaume-Uni : le risque d'une motion de défiance pèse-t-il vraiment sur Boris Johnson ?**

L'Express

05 juin 2022

Son arrivée à la cathédrale Saint-Paul, pour la messe du jubilé célébrant les 70 ans de règne d'Elizabeth II, est loin d'être passée inaperçue, vendredi 3 juin. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a été copieusement hué par la foule. Un signe que, malgré les festivités, le dirigeant conservateur est dans la tourmente après les dernières révélations sur le scandale du "Partygate", marquées par la publication, le 25 mai dernier, du rapport final de la haute administration.

Pour rappel, ce rapport détaille une série de fêtes, parfois très arrosées, - e-mails et photos à l'appui -, organisées au 10 Downing Street, pendant les confinements. Périodes pendant lesquelles les Britanniques étaient eux contraints à de lourds sacrifices. Boris Johnson avait déjà précédemment reconnu avoir participé à plusieurs d'entre elles. Il s'en était excusé et avait même écopé d'une amende de 50 livres (60 euros) pour non-respect des règles anti-Covid lors de son pot d'anniversaire surprise. Une première pour un chef de gouvernement en exercice.

Boris Johnson a jusqu'à présent toujours refusé de démissionner. La scène internationale lui a aussi "certainement permis un sursis", commente à ce sujet auprès de L'Express l'universitaire spécialiste de la politique du Royaume-Uni, Sophie Loussouarn. Avec notamment ses prises de position fortes au sujet de la guerre en Ukraine. Sa visite à Kiev le 15 avril dernier était symbolique mais a marqué les esprits : le leader britannique a été le premier dirigeant du G7 à se rendre en Ukraine depuis le début l'invasion russe. Le Royaume-Uni a aussi envoyé plus d'aides militaires et financières à l'Ukraine que l'Allemagne et la France réunies entre le 24 janvier et le 10 mai, selon l'institut Kiel.

Mais aujourd'hui, "les jours et les semaines de Boris Johnson" sont pour la chercheuse bel et bien "comptés". La menace d'une motion de défiance pèse sur lui. Plusieurs députés de son propre parti ont appelé à sa démission. Pour déclencher la procédure, 54 lettres de députés conservateurs doivent être envoyées au comité 1922 (le groupe parlementaire du Parti conservateur). Une fois les 54 lettres réunies, il faut ensuite qu'une majorité de députés conservateurs approuve ou non la motion. Si, à ce moment-là, il est défait, une élection interne aura lieu pour désigner le nouveau leader du parti.

Il est pour l'heure impossible de savoir exactement combien de lettres ont été reçues. "Quarante-cinq députés conservateurs ont mis en doute les capacités de Boris Johnson à diriger le pays mais

seuls vingt députés ont annoncé en avoir envoyé une", détaille l'universitaire. Pour elle, le vote de motion n'aura sans doute pas lieu avant la fin des élections partielles du 23 juin dans la mesure où "les conservateurs ne prendront pas le risque de s'affaiblir juste avant ce scrutin".

Les conservateurs, arrivés au pouvoir il y a trois ans en plein Brexit, ont en effet connu des jours meilleurs. Dernier revers essuyé par le parti de Boris Johnson : la perte de 11 conseils et de plus de 200 sièges lors des élections locales britanniques le 5 mai dernier. Tandis que l'opposition travailliste, elle, a remporté sept conseils et plus de 120 conseillers, y compris dans des circonscriptions acquises historiquement aux Tories à Londres. La victoire des nationalistes en Irlande du Nord fait aussi figure de séisme politique outre-Manche.

L'inflation galopante n'arrange par ailleurs rien - 9% en avril 2022 sur un an selon l'Office national des statistiques. "Certaines personnes en Angleterre aujourd'hui doivent choisir entre se nourrir et se chauffer", rappelle la politologue. Les critiques s'accumulent ainsi face à l'action du gouvernement, jugée insuffisante. "Les conservateurs ont chuté dans les sondages. Ils sont à 29% tandis que les travaillistes sont à 41%", poursuit-elle.

Pas facile dans ces conditions de redonner du souffle au mouvement conservateur. La question n'est pas tant, pour Sophie Loussouarn, de savoir qui pour remplacer Boris Johnson. "Les candidats sérieux et crédibles existent", considère-t-elle. Elle cite notamment "Jeremy Hunt, son principal opposant chez les conservateurs, Liz Truss, ministre des Affaires étrangères ou encore Sajid Javid, ministre de la Santé". Mais davantage celle de leurs programmes : "comment faire pour répondre aux préoccupations de pouvoir d'achat de l'opinion publique ?" Aujourd'hui "un changement de chef ne résoudrait pas forcément les problèmes des conservateurs mais présente au moins l'avantage de rassurer les députés du parti majoritaire à la chambre des Communes avant les prochaines élections générales de 2024", ajoute-t-elle.

A noter par ailleurs, qu'une autre enquête, cette fois-ci parlementaire, toujours dans le cadre du "Party gate", vise Boris Johnson et est toujours en cours. Si cette dernière conclut que le Premier ministre a sciemment menti aux députés de la chambre des Communes, il est censé, selon le code ministériel, démissionner.



## **Expulsion de migrants vers le Rwanda: «Un bras de fer s'engage entre Londres et la CEDH»**

Le Figaro  
17 juin 2022

**ENTRETIEN** - L'avion censé déplacer des migrants du Royaume-Uni vers le Rwanda a été empêché de décoller à la suite d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme. Pour Jeremy Stubbs<sup>1</sup>, le gouvernement britannique ne peut pas se permettre d'avoir l'air faible sur sa politique migratoire.

*FIGARO* - En annulant en urgence l'expulsion d'un Irakien mardi 12 juin, la Cour européenne des droits de l'homme a empêché de décoller l'avion affrété pour déplacer des demandeurs d'asile illégalement entrés sur le sol britannique vers le Rwanda. Quels recours ont permis cette décision ?

Jeremy STUBBS - Il s'agit de décisions au cas par cas. La Cour européenne des droits de l'homme n'a pas décidé que l'opération de transfert des demandeurs d'asile était illégale, mais que, dans le cas de cet Irakien, le bien-fondé de l'expulsion n'était pas justifié. D'autres réfugiés sur le point de partir faisant appel, le vol lui-même a finalement été annulé. La CEDH n'a donc pas mis en question le droit d'expulser des migrants, mais a exprimé l'avis qu'il fallait que la Haute Cour anglaise examine le principe de cette politique du point de vue du droit, avant de décider si cet Irakien (et donc également les autres passagers) pouvait être transféré au Rwanda. Actuellement, le gouvernement britannique prépare un autre vol pour le Rwanda.

*Cette décision pourrait-elle pousser le Royaume-Uni à revoir ses relations avec la Cour européenne des droits de l'Homme ? Quels sont les débats sur cette question depuis quelques années en Angleterre ?*

Il est clair que le gouvernement ne pourra pas introduire une nouvelle charte des droits avant le prochain vol, qui est censé partir dans quelques jours, ou avant que la Haute Cour ne statue sur la politique elle-même. Mais cette affaire a galvanisé le gouvernement qui va certainement essayer de prendre ses distances par rapport à la CEDH. Il ne parle pas de rompre les liens complètement et de quitter le Conseil de l'Europe, car l'intention n'est pas d'affaiblir cette institution dans sa lutte générale pour les droits. Il s'agit d'atténuer son influence sur les tribunaux britanniques.

---

<sup>1</sup> Jeremy Stubbs est président de l'Association des conservateurs britanniques de Paris et directeur adjoint de la rédaction de la revue Causeur



*Malgré les décisions de la CEDH, Boris Johnson a affirmé qu'il irait jusqu'au bout. Affaibli depuis sa soumission à un vote de défiance, le premier ministre peut-il affirmer sa légitimité en adoptant une position ferme ?*

La «politique rwandaise» était déjà controversée en dehors de la question de la légitimité de Boris Johnson. Mais si ce dernier arrive à faire marcher sa politique, il gagnera en légitimité aux yeux de certains de ses collègues et électeurs conservateurs.

D'une manière générale, le gouvernement est obligé d'aller jusqu'au bout, sinon il aura l'air faible. C'est un vrai bras de fer qui se joue. Pour l'instant, le gouvernement peut exploiter ce revers, en disant: «Regardez ces juges étrangers qui s'opposent à notre politique». Mais si cette situation perdure, il paraîtra faible, ce qui serait le pire pour lui en ce moment. Dans ce sens, le deuxième vol, s'il décolle, serait un vrai symbole.

*Quelles sont les répercussions de cette affaire dans l'opinion publique anglaise ?*

Le sondage le plus récent montre que l'opinion publique est assez divisée, mais avec une légère majorité favorable à la politique du gouvernement sur cette question. Si on regarde uniquement les électeurs conservateurs, ils sont jusqu'à 73% à l'approuver. Ainsi, en essayant de mettre en œuvre sa politique malgré les décisions de la Cour, Boris Johnson plaît à sa base. C'est une politique qui a vraiment la cote auprès des électeurs conservateurs de la classe ouvrière. Ce sont les classes les plus populaires qui ont le plus d'inquiétudes au sujet de l'immigration non maîtrisée.

La politique du gouvernement est de faire en sorte que les demandes puissent être traitées au Rwanda, qui est considéré comme un endroit relativement sécurisé. L'idée est née au Danemark qui avait déjà commencé des pourparlers avec les Rwandais, avant les Britanniques, sans aller jusqu'au bout. Le Royaume-Uni a dû effectuer un premier versement au Rwanda de 120 millions de livres. Mais il faut savoir que, chaque jour, le gouvernement britannique verse 4,7 millions de livres pour les factures d'hôtel des immigrés clandestins logés au Royaume-Uni.

Cette politique est tout un symbole. Pour ceux qui s'opposent à toute restriction à l'immigration, l'échec de cette politique serait un triomphe. Nous sommes au milieu d'une affaire compliquée où il y a des attitudes contradictoires au sein du public qui privilégie tout de même le refus des migrants se présentant clandestinement. Il y a donc une bataille idéologique entre le gouvernement qui veut écouter la majorité des Britanniques et les partisans d'un monde sans frontières.



## **Irlande du Nord : quatre questions sur la victoire historique du parti nationaliste Sinn Fein aux élections parlementaires**

franceinfo avec AFP

08 mai 2022

Les sondages avaient vu juste. Le parti nationaliste Sinn Fein, partisan d'une réunification de l'Irlande, a remporté une victoire historique, samedi 7 mai en Irlande du Nord, lors des élections législatives. Au terme d'un long dépouillement, le Sinn Fein a obtenu 27 sièges à l'Assemblée locale de Stormont, où étaient renouvelés les 90 élus lors d'un scrutin organisé jeudi, contre 25 pour son rival unioniste DUP, fidèle à la couronne britannique. L'autre grand vainqueur est le parti centriste Alliance qui progresse fortement, avec 17 sièges.

### **Dans quel contexte intervient cette victoire ?**

Pour rappel, l'Irlande est divisée en deux depuis 1921 et la guerre d'indépendance. La partition entre le Nord, rattaché au Royaume-Uni, et le Sud – qui forme la République d'Irlande – a conduit à trois décennies de troubles sanglants (entre la fin des années 1960 et la fin des années 1990) entre nationalistes (catholiques), partisans de la réunification, et unionistes et loyalistes (protestants), défenseurs du rattachement de l'Irlande du Nord à la couronne britannique. L'accord du Vendredi saint, en 1998, a mis fin à cette guerre civile qui a causé la mort de 3 500 personnes. Depuis, le gouvernement d'Irlande du Nord doit être dirigé conjointement par les nationalistes et les unionistes.

Le Brexit est venu perturber ce fragile équilibre. En avril 2021, puis en février dernier, les Premiers ministres unionistes d'Irlande du Nord, Arlene Foster et Paul Givan, mécontents de la situation post-Brexit, ont successivement démissionné, entraînant de nouveau une paralysie de l'exécutif local (la province britannique était déjà restée sans gouvernement ni Parlement entre 2017 et 2020). Le rétablissement de contrôles douaniers dans les ports nord-irlandais, comme si la frontière entre l'Union européenne et le Royaume-Uni était située en mer d'Irlande, est rejeté par les unionistes, opposés à une mesure qui les met symboliquement à l'écart de leur mère patrie.

### **Comment le Sinn Fein a-t-il tiré son épingle du jeu ?**

Historiquement, le Sinn Fein est l'ex-vitrine politique du groupe paramilitaire Armée républicaine irlandaise (IRA). Comment est-il parvenu à faire oublier cette étiquette ? Avec le partage du pouvoir, *"il a réussi à s'imposer comme une force politique crédible"* et a fait campagne non pas sur la réunification mais sur *"des thèmes sociaux et économiques"* plus porteurs au sein de l'électorat, explique sur RFI Agnès Maillot, professeure à l'Université de Dublin.

Ce virage a notamment été rendu possible par la personnalité de Michelle O'Neill, ex-première vice-ministre de l'Irlande du Nord et vice-présidente du Sinn Fein, qui devrait hériter du poste de Première ministre. Comme l'écrit *Libération*, elle est la *"première dirigeante du parti (...) à n'avoir entretenu aucun lien direct avec l'IRA : elle était à peine majeure lorsque la guerre s'est achevée"*.

Le parti a aussi profité du déclin du parti unioniste DUP, grand perdant du Brexit. Après avoir contraint Theresa May à n'accepter aucun "deal" qui induirait un traitement différencié de l'Irlande du Nord par rapport au reste du Royaume-Uni, il a vu Boris Johnson envoyer balader toutes ses promesses une fois élu. *"Roulé dans la farine"*, le DUP a perdu en *"crédibilité"* et a été sanctionné dans les urnes, perdant des *"électeurs sur sa droite et sur sa gauche"*, analyse Christophe Gillissen, professeur de civilisation britannique et irlandaise à l'Université de Caen Normandie.

### **Que va-t-il se passer maintenant ?**

Michelle O'Neill a promis de dépasser les divisions. *"J'offrirai un leadership inclusif, qui célèbre la diversité, qui garantit les droits et l'égalité pour ceux qui ont été exclus, discriminés ou ignorés dans le passé"*, a-t-elle déclaré, saluant *"un moment très important de changement"* avec l'entrée dans *"une nouvelle ère"*.

Mais les pourparlers pour la formation d'un gouvernement s'annoncent difficiles et le risque de paralysie plane, les unionistes – à qui reviennent le poste de vice-Premier ministre – refusant de rejoindre un gouvernement tant que resteront en place les contrôles douaniers post-Brexit. Londres, tout comme Dublin, a appelé nationalistes et unionistes à s'unir dans un exécutif local pour assurer la *"stabilité"* de la province britannique.

### **Ces résultats ouvrent-ils la voie à une réunification ?**

Même si le Sinn Fein n'a pas fait campagne sur ce thème, la présidente du parti, Mary Lou McDonald, a déclaré qu'elle pensait qu'un référendum sur la réunification de l'Irlande pourrait avoir lieu dans les cinq prochaines années. Sur ce point, les spécialistes sont prudents. C'est le ministre britannique chargé de la province, Brandon Lewis, qui doit techniquement lancer le processus de référendum. *"Il ne le fera que s'il sent qu'il y a une majorité"*, observe Fabrice Mourlon, professeur à la Sorbonne Nouvelle. *Or, selon les derniers sondages, autour de 30% de Nord-Irlandais sont favorables à une réunification."*

Le chercheur note l'émergence du parti centriste de l'Alliance dans ces élections : *"Il ne joue pas sur le côté confessionnel, les Irlandais du Nord en ont assez de ne pas avoir d'institutions."* *"On n'est plus dans une situation binaire"*, abonde Agnès Maillot. Estimant que le Sinn Fein a atteint *"un plafond de verre"* avec ses 27 sièges, elle souligne la progression d'une population *"qui ne se réclame ni de l'unionisme ni du nationalisme et qui se contente de la situation actuelle. Les électeurs veulent un gouvernement local autonome qui fonctionne et gère le quotidien"* sur les questions de logement, d'économie et d'environnement.



## Elisabeth II, l'équation à 1000 inconnues

Le Temps  
2 juin 2022

Absurde et sans intérêt, le déferlement médiatique qui entoure Elisabeth II pour son jubilé de platine, qui débute ce jeudi ? De simples ragots dignes des pages "people" ? Ce serait se méprendre sur l'incontournable rôle central que joue la reine en son Royaume-Uni. Après sept décennies sur le trône, celle-ci a réussi à incarner tout et son contraire, en choisissant de très peu s'exprimer et de ne surtout pas donner son opinion. C'est grâce à ce mutisme auto-imposé, et à sa longévité, que sa popularité reste extraordinaire.

Comment expliquer autrement le déferlement d'enthousiasme des Britanniques pour leur souveraine, qui ont organisé près de 16 000 fêtes pour les quatre jours à venir ? Les pique-niques de rue, les concerts dans les maisons de retraite, les défilés militaires ? A Londres comme en province, en Angleterre comme en Ecosse, dans les classes populaires comme dans les bourgeoises ?

"Never explain, never complain." Ne jamais s'expliquer, ne jamais se plaindre : Elisabeth II s'en tient à cette devise depuis son accession au trône en 1952. Elle ne répond pas aux critiques, ne parle pas de politique et se contente de couper des rubans. Que pense-t-elle ? Mystère.

Les Britanniques finissent par projeter tous leurs fantasmes sur l'illustre inconnue. En mars 2016, en pleine campagne pour le référendum sur la sortie de l'Union européenne, le Sun annonce dans sa une: "La reine soutient le Brexit." Le tabloïd s'appuie pour cela sur des propos vaguement eurosceptiques tenus longtemps avant, lors d'un repas privé où se trouvait notamment un ancien vice-premier ministre, qui s'est ensuite montré indiscret.

Un an plus tard, en juin 2017, la reine se rend à l'ouverture du parlement, habillée d'un chapeau bleu à boutons d'or jaunes. Les anti-Brexit y ont soudain vu le drapeau européen, un fond bleu avec des étoiles jaunes. Avec ce message subliminal, la reine se prononçait contre la sortie de l'UE, assuraient-ils ! Qui sait ? A aucun moment, Elisabeth II n'a cherché à clarifier sa position. Tandis que les Britanniques se déchiraient en deux camps sur le sujet, la reine les unifiait.

Elle n'a qu'une fonction, qui n'est pas frivole : représenter. En tant que chef d'Etat du Royaume-Uni (et de 14 autres Etats), elle doit offrir une image centrale, un point focal, où chacun puisse se retrouver dans ce pays fracturé, composé de quatre nations. Elle fait cela à la perfection.

Il faut la voir à l'œuvre, par exemple lors d'une garden party à Buckingham Palace, pour comprendre ce fonctionnement. Il est 16 heures précises : l'orchestre militaire entonne God Save the Queen. La reine apparaît sur le perron. Une minute plus tard, elle descend sur la pelouse. Discrètement, mais avec une efficacité redoutable, les laquais en chapeau haut de forme et

redingote ont tracé un chemin dans la foule, sélectionnant quelques invités qui vont avoir le privilège de parler à la souveraine. Elle entame alors avec eux une vraie discussion qui dure parfois plus de cinq minutes. Le regard droit dans les yeux, elle semble les questionner, les interroger, chercher à comprendre...

Les heureux élus, tout sourire, ressortent de cet échange recouverts de poudre magique, conquis à jamais par Elisabeth II, qui leur a accordé tant de temps. Voilà son vrai travail : la reine est une professionnelle de la réception, donnant à chacun le sentiment d'être écouté, sans jamais exprimer elle-même la moindre opinion.

Une façon méchante de dire la même chose serait d'affirmer que la reine n'a jamais rien dit d'intéressant en septante ans. Ses discours, prononcés d'une petite voix pincée, parlent de solidarité, de valeurs familiales, d'entraide. Qui pourrait s'y opposer ?

Cette présence rassurante compte, pourtant. Au début de la pandémie, elle a tenu à prononcer un message de soutien à ses sujets. "Nous nous reverrons", a-t-elle lancé, reprenant une chanson populaire pendant la Seconde Guerre mondiale. En décembre 2021, elle s'est faite plus personnelle, évoquant le décès de son mari. "Noël est un moment de grande joie pour beaucoup, mais ça peut être dur pour ceux qui ont perdu un être cher. Cette année, en particulier, je le comprends."

A petites touches, Elisabeth II ose donc légèrement s'épancher. Elle avait de même parlé de son « annus horribilis » en 1992 quand les mariages de ses enfants capotaient les uns après les autres et que son château favori, Windsor, avait partiellement brûlé. Mais toujours en retenue.

A l'heure des stars qui affichent chaque mouvement de leur vie privée sur les réseaux sociaux et s'épanchent longuement sur leurs sentiments, la reine choisit la discrétion. Elle est omniprésente, reconnaissable entre tous avec ses drôles de chapeaux et ses tenues de couleurs vives, mais sans dire un mot. Ce jeudi, au balcon de Buckingham Palace, elle ne dérogera pas à la règle. L'ovation de la foule à son apparition est garantie.



## Marketing inclusif chez Victoria's Secret : les anges donnent le change

Libération

21 février 2022

La marque de sous-vêtements, régulièrement accusée de promouvoir une image stéréotypée des femmes et qui a perdu 3,8 millions de clientes entre 2017 et 2019, poursuit sa campagne de rebranding en mettant en avant des femmes aux physiques et parcours différents, notamment une mannequin trisomique.

Si on avait mauvais esprit, on penserait que Victoria's Secret a vraiment beaucoup de choses à se reprocher pour opérer un virage aussi radical dans sa communication. La marque américaine de sous-vêtements célèbre pour ses défilés annuels, à grand renfort de plumes de paon et de coiffes indiennes, mettant en lumière des « anges » au physique ovniesque et stéréotypé, caricatures de baby doll tendance avion de chasse, a vécu l'un des retours de flamme les plus sévères de l'histoire récente. Au point d'annuler son grand raout dès 2019 et de profiter de ce temps gagné pour cogiter sur l'avenir et, surtout, sur le signal à envoyer à sa clientèle, attirée par des griffes plus en phase avec l'époque, comme Savage X Fenty de Rihanna ou Skims de Kim Kardashian - pour ne citer que les nouveaux mastodontes du secteur.

Accusée par la jeune génération, et les féministes d'abord américaines, de diffuser une image affligeante de la gent féminine, plus du tout raccord avec l'ère post #MeToo, mêlée à des scandales qui ont plus que terni son image - notamment une affaire de harcèlement sexuel de la part de l'un de ses photographes attiré sur des modèles pour certaines mineures -, Victoria's Secret se devait de frapper fort. L'an dernier, une campagne mettait ainsi en scène des femmes au physique plus normal et au destin «*inspirant*», mot en passe d'être galvaudé tant il est employé à tort et à travers, telles Megan Rapinoe, joueuse de football américaine et championne du monde en 2019, ouvertement lesbienne, Paloma Elsesser, mannequin grande taille, ou Valentina Sampaio, modèle transgenre - une première pour la marque fondée en 1977. Laquelle, à nouveau présente cette saison, fait mentir les déclarations de l'un des anciens directeurs de la maison qui avait assuré que les mannequins transgenres ne correspondaient pas au pur «*fantasme*» que la marque voulait transmettre lors ses défilés.

Le deuxième volet de ce rebranding choc vient d'être dévoilé sur les réseaux sociaux pour vanter les mérites d'une collection confortable proposant une très large gamme de tailles. Parmi les 18 nouveaux visages et corps de cette campagne, citons d'abord Sofía Jirau, jeune Portoricaine de 24 ans, porteuse de trisomie 21, qui rêvait depuis sa tendre enfance de monter sur les podiums - ce qu'elle a fait pour la créatrice Marisa Santiago à la Fashion Week de New York en 2020. Cheffe d'entreprise depuis le lancement de sa griffe de vêtements et d'objets déco, la jeune femme est la première mannequin trisomique à signer un contrat avec Victoria's Secret. Parmi les autres modèles, on trouve Miriam Blanco, 32 ans, atteinte d'une maladie neurodégénérative qui la

contraint à marcher avec des béquilles, la pompière amérindienne de 27 ans Celilo Miles. Rappelons que Victoria's Secret a été - à raison - accusée d'appropriation culturelle à plusieurs reprises dans le passé pour avoir habillé des tops de sous-vêtements et accessoires fortement inspirés des habits traditionnels des tribus amérindiennes.

Pour Jailyn Matthews, professeure de pilates de 47 ans et modèle de cette nouvelle campagne : « *Nous avons tous une histoire de vie unique. Je pense que le partage de nos expériences inspire l'évolution et la compassion. Quelqu'un qui ne vous ressemble pas peut avoir un point de vue que vous n'aviez pas envisagé...* » a-t-elle écrit sur Instagram. *Peut-être que si nous commençons à ouvrir des discussions sans jugement ni peur de nos différences, nous pouvons encourager la guérison pour nous-mêmes, les autres et le monde.* » Victoria's Secret frappe donc ici un grand coup, profitant de sa position dominante sur les réseaux sociaux (71,6 millions d'abonnés rien que sur Instagram) pour prôner un message d'ouverture, et se mettre - enfin - à l'heure de la diversité. On peut certes douter de la sincérité d'une telle campagne, qui colle parfaitement avec les attentes des consommateurs et tend à faire revenir dans son giron les 3,8 millions de clientes perdues entre 2017 et 2019. Mais l'exemplarité a prouvé ses effets, et la jeunesse exige désormais des marques de mode et de cosmétiques qu'elles s'engagent dans de nobles causes.

Sur ce terrain, Victoria's Secret s'est fait coiffer au poteau par Adidas. L'équipementier a dévoilé le 10 février dernier une campagne très commentée pour ses sous-vêtements de sport mettant en avant des sportives aux profils divers et notamment une jeune femme trisomique. La marque à trois bandes a également diffusé sur ses réseaux sociaux (hormis Instagram qui interdit toujours la publication de poitrines nues) une série de photographies de seins nus de tous acabits afin de communiquer sur la grande variété de modèles de soutien-gorge de sport désormais en vente. Différentes études ont en effet prouvé que les femmes portaient dans leur grande majorité des soutiens-gorge non adaptés à leur morphologie. La concurrence règne même sur le terrain des bons sentiments.



## **Le maire d'Ottawa déclare l'état d'urgence face à l'ampleur des manifestations anti-mesures sanitaires**

Nouvel Obs  
7 février 2022

Des camionneurs rejoint par des manifestants bloquent le centre-ville de la capitale canadienne pour protester contre l'obligation d'être vacciné contre le Covid-19 pour franchir la frontière.

Le maire d'Ottawa, jugeant la situation « hors de contrôle » dans sa ville paralysée depuis plus d'une semaine par des opposants aux mesures sanitaires contre le Covid-19, a déclaré dimanche « l'état d'urgence » dans la capitale canadienne et la police a durci le ton contre les manifestants. Les protestations, qui avaient débuté à Ottawa samedi 29 janvier, se sont étendues ce week-end à d'autres grandes villes canadiennes, tandis que des dizaines de poids lourds ainsi que des manifestants continuaient à paralyser le centre-ville de la capitale dimanche.

Des camionneurs arrivés en masse il y a plusieurs jours à Ottawa continuent ce vendredi 4 février d'occuper le centre-ville de la capitale fédérale canadienne. Sur fond de ras-le-bol à l'égard des restrictions liées à la pandémie, ils sont venus dire leur opposition aux mesures sanitaires.

Le maire Jim Watson a annoncé dans l'après-midi avoir déclaré l'état d'urgence à Ottawa « en raison de la manifestation en cours ». Cette déclaration « reflète le grave danger ainsi que la menace à la sûreté et la sécurité des résidents posés par les manifestations continues et souligne le besoin de soutien de la part d'autres administrations et ordres de gouvernement », indique la mairie dans un communiqué. Une telle mesure « offre également une plus grande souplesse au sein de l'administration municipale pour permettre à la Ville d'Ottawa de gérer la continuité des activités en vue d'assurer des services essentiels » aux résidents, précise-t-elle.

Plus tôt dans la journée, Jim Watson avait jugé : « La situation est complètement hors de contrôle car ce sont les protestataires qui font la loi. Nous sommes en train de perdre la bataille, [...] nous devons reprendre notre ville ». Le maire avait également qualifié d'inacceptable « le comportement des protestataires qui obstruent les rues du centre-ville et actionnent sans relâche les klaxons de leurs poids lourds ».

La police d'Ottawa, critiquée pour n'avoir pas su prévenir la paralysie du centre de la capitale, a de son côté annoncé son intention d'empêcher le ravitaillement des protestataires, en carburant notamment. « Toute personne qui tenterait d'apporter un soutien matériel (carburant, etc.) aux manifestants risque d'être arrêtée. Cette mesure est désormais en vigueur », a-t-elle averti dans un tweet. Suite à cette annonce, elle a indiqué dans la soirée avoir procédé à « plusieurs arrestations ».



Lors d'une réunion d'urgence avec des élus municipaux, le chef de la police d'Ottawa Peter Sloy s'était plaint samedi de ne pas avoir de moyens suffisants pour mettre fin à ce qu'il a qualifié « d'état de siège » et a réclamé des « ressources supplémentaires ». La police d'Ottawa doit recevoir sous peu le renfort de quelque 250 membres de la gendarmerie royale du Canada (GRC) un corps de police fédéral.

Le mouvement, baptisé « convoi de la liberté », visait à l'origine à protester contre la décision d'obliger, depuis la mi-janvier, les camionneurs à être vaccinés pour franchir la frontière entre le Canada et les Etats-Unis, mais il s'est rapidement transformé en mouvement contre les mesures sanitaires dans leur ensemble et aussi, pour certains, contre le gouvernement de Justin Trudeau. Les manifestants affirment vouloir poursuivre leur occupation tant que les restrictions sanitaires ne seront pas levées.

Des mouvements similaires mais de moindre ampleur ont eu lieu dans plusieurs grandes villes canadiennes samedi, Toronto, Québec ou Winnipeg et se poursuivaient dimanche, à Québec notamment. Dans la capitale de la province francophone, les manifestants étaient moins nombreux que samedi. Les organisateurs, se félicitant que leurs protestations aient été pacifiques, ont annoncé qu'ils quitteraient la ville dimanche soir, en promettant toutefois de revenir dans deux semaines, une fois que le Carnaval de Québec actuellement en cours serait terminé. La police de Québec a indiqué dans la soirée sur Twitter que la « totalité des camions immobilisés » avaient quitté la ville.

Dans la matinée des organisateurs du mouvement à Ottawa avaient annoncé dans un « geste de bonne volonté », leur intention de faire cesser leurs concerts de klaxon pendant quelques heures dimanche pour respecter le « jour du Seigneur ». Quelque 450 contraventions ont été distribuées depuis samedi matin, notamment pour bruit excessif ou usage de feux d'artifice, a indiqué la police d'Ottawa, précisant que des manifestants avaient eu pendant la nuit des comportements perturbateurs ou illégaux qui présentaient des risques pour la sécurité publique ou augmentaient la « détresse » des habitants de la ville. Des habitants d'Ottawa exaspérés du chaos provoqué par le mouvement ont lancé un recours collectif de quelque 10 millions de dollars canadiens (7 millions d'euros) contre les organisateurs.

ESSEC BUSINESS SCHOOL

# Concours 2022

# Textes Anglais LV2

Journée Prépas ESSEC – 18 novembre 2022



## **Artificial intelligence searches for the human touch**

Financial Times  
18 January 2022

For many outside the tech world, “data” means soulless numbers. Perhaps it causes their eyes to glaze over with boredom. Whereas for computer scientists, data means rows upon rows of rich raw matter, there to be manipulated.

Yet the siren call of “big data” has been more muted recently. There is a dawning recognition that, in tech such as artificial intelligence, “data” equals human beings.

AI-driven algorithms are increasingly impinging upon our everyday lives. They assist in making decisions across a spectrum that ranges from advertising products to diagnosing medical conditions. It’s already clear that the impact of such systems cannot be understood simply by examining the underlying code or even the data used to build them. We must look to people for answers as well.

Two recent studies do exactly that. The first is an Ipsos Mori survey of more than 19,000 people across 28 countries on public attitudes to AI, the second a University of Tokyo study investigating Japanese people’s views on the morals and ethics of AI usage. By inviting those with lived experiences to participate, both capture the mood among those researching the impact of artificial intelligence.

The Ipsos Mori survey found that 60 per cent of adults expect that products and services using AI will profoundly change their daily lives in the next three to five years. Latin Americans in particular think AI will trigger changes in social needs such as education and employment, while Chinese respondents were most likely to believe it would change transportation and their homes.

Research underlines the importance of AI designers recognising that we don’t all belong to one homogenous population, with the same understanding of the world

The geographic and demographic differences in both surveys are revealing. Globally, about half said AI technology has more benefits than drawbacks, while two-thirds felt gloomy about its impact on their individual freedom and legal rights. But figures for different countries show a significant split within this. Citizens from the “global south”, a catch-all term for non-western countries, were much more likely to “have a positive outlook on the impact of AI-powered products and services in their lives”. Large majorities in China (76 per cent) and India (68 per

cent) said they trusted AI companies. In contrast, only 35 per cent in the UK, France and US expressed similar trust.

In the University of Tokyo study, researchers discovered that women, older people and those with more subject knowledge were most wary of the risks of AI, perhaps an indicator of their own experiences with these systems. The Japanese mathematician Noriko Arai has, for instance, written about sexist and gender stereotypes encoded into “female” carer and receptionist robots in Japan.

The surveys underline the importance of AI designers recognising that we don’t all belong to one homogenous population, with the same understanding of the world. But they’re less insightful about why differences exist. “This is really necessary to understand because of the gap that often exists between the demographics developing AI and those impacted by it,” says Reema Patel, Ipsos Mori’s incoming head of deliberative engagement.

She is alluding to the fact that recent innovation in tech has been very much top-down, with AI systems designed largely by male computer scientists in Silicon Valley and China. To identify harms and improve benefits, Patel argues, developers and policymakers need to think more about how to involve people in the design and life cycle of algorithms.

Tabitha Goldstaub, the chair of the UK government’s AI council, says the studies are a “call to arms” for companies and governments building AI systems. “AI designers need to understand what people want, on a fundamental human level, not just what they think they need,” she tells me.

(...)

Adapted



### **Rwanda asylum flight cancelled after 11th-hour ECHR intervention**

The Guardian  
14 June 2022

Boris Johnson's plan to send an inaugural flight of asylum seekers to Rwanda has been abandoned after a dramatic 11th-hour ruling by the European court of human rights.

Up to seven people who had come to the UK seeking refuge had been expected to be removed to the east African country an hour and a half before the flight was due to take off.

But a ruling by the ECHR on one of the seven cases allowed lawyers for the other six to make successful last-minute applications.

The decision is a significant and embarrassing blow for Boris Johnson and his home secretary, Priti Patel, who had promised to start sending thousands of asylum seekers 4,000 miles to the east African country in May. It comes hours after the prime minister threatened to take the UK out of the ECHR and accused lawyers of aiding criminals exploiting refugees in the Channel.

Responding to the decision, Patel said she was "disappointed" by the legal challenge, made pointed criticisms of the ECHR ruling and said that the policy will continue.

"We will not be deterred from doing the right thing and delivering our plans to control our nation's borders," she said. "Our legal team are reviewing every decision made on this flight and preparation for the next flight begins now."

The Rwandan government said on Wednesday it was still committed to taking in asylum seekers sent by the UK. "We are not deterred by these developments. Rwanda remains fully committed to making this partnership work," government spokeswoman Yolande Makolo told AFP. "The current situation of people making dangerous journeys cannot continue as it is causing untold suffering to so many. Rwanda stands ready to receive the migrants when they do arrive and offer them safety and opportunity in our country."

The flight, which cost an estimated £500,000, had already been paid for from the public purse, a government source confirmed. The UK government has paid £120m as a downpayment on the Rwanda deal. The government has declined to say how much it has paid in legal costs, and has not said how much it expects to pay for future flights, accommodation and living costs for everyone sent to Rwanda.

The ECHR said it took particular account of evidence that asylum seekers transferred from the UK to Rwanda will not have access to fair and efficient procedures for the determination.

Earlier, the prime minister hinted again that the UK could leave the European convention on human rights to make it easier to remove illegal migrants from the UK.

Asked whether it was time for the UK to withdraw from the ECHR after the government's difficulty in implementing its Rwanda policy, the prime minister said: "Will it be necessary to change some laws to help us as we go along? It may very well be."

In April, at the launch of the Rwanda policy, Johnson had said that thousands of asylum seekers would be sent away, and that the first flight would leave in May.

The scheme has been beset with "teething problems", Johnson has admitted. The number of asylum seekers expected to be sent to Rwanda fell from 130 at the start of last week, to 31 on Friday, to just seven on Tuesday.

Most successfully lodged appeals claiming that sending those seeking sanctuary in the UK to an east African state with a poor human rights record breaches their human rights or that they have been victims of modern slavery.

At a Cabinet meeting on Tuesday, Johnson also implied that lawyers representing asylum seekers are aiding human traffickers who charge thousands for journeys in dangerous boats across the Channel. "They are, I'm afraid, undermining everything that we're trying to do to support safe and legal routes for people to come to the UK and to oppose the illegal and dangerous routes," he said.

(Adapted)



### **Political statements on the red carpet: powerful or vacuous?**

The Telegraph  
14 September 2021

It's rare for a politician to get an invite to a glamorous red carpet event; even rarer that they can hold their own among the A-listers on the red carpet.

But Alexandria Ocasio-Cortez is no ordinary politician. The 31-year-old activist and Democrat congresswoman, also known as 'AOC', is a unique figure in Washington, in that she has the kind of social media following and fan base more akin to that of a celebrity.

AOC knows how to leverage it too. When she walked the Met Gala red carpet on Monday night in a white evening gown – a custom creation by Brother Vellies designer Aurora James bearing the words 'Tax the Rich' in scarlet letters across the back – it made headlines across the globe.

The message won't come as a surprise to those familiar with her progressive views, and of course it generated as much negative commentary as it did positive press, which is par for the course in politics.

Many did remark upon the irony that she had chosen to share this message at an event that costs \$35,000 a head, though. The steep fee raises funds for the Metropolitan Museum of Art's Costume Institute, and is typically paid by ultra-wealthy donors and brands with deep pockets who wish to brush shoulders with A-list celebrities for a night.

Ocasio-Cortez clarified on Twitter that New York elected officials are routinely invited to and attend the Met Gala, given their responsibilities in overseeing and supporting the city's cultural institutions: "I was one of several in attendance [that] evening," she wrote. As an invited guest, then, she and her colleagues wouldn't have had to spend \$35,000 to attend.

Her appearance does beg the question, though, whether the red carpet (or beige carpet, in this instance) is the right place for political statements? She's not the first to use it as a platform (at Cannes in 2014, Salma Hayek carried a sign that read, 'Bring back our girls', referring to the 250 girls kidnapped by Boko Haram in Nigeria, and at the Oscars in 2017, several celebrities wore blue ACLU ribbons in protest at Donald Trump's immigration policy)

AOC isn't even the only guest to have made a political statement with their outfit on Monday night: fellow congresswoman Carolyn B. Maloney's gown bore the words 'Equal Rights for Women'; Cara Delevingne wore a Dior look that featured the words 'Peg the Patriarchy' (which she explained meant "sticking it to the man.")

Gay rights were also on the agenda for football player Megan Rapinoe, who carried a clutch bearing the words 'In Gay We Trust', as well as Schitt's Creek star Dan Levy, who wore a Loewe look that celebrated queer love and visibility. It referenced artist and AIDS activist David Wojnarowicz and the fashion house made a donation to the charity Visual AIDS.

But aren't political statements best made elsewhere?

Well, no, not really. As communication tools go, the red carpet has become a highly effective one. Of course we might sometimes roll our eyes at holier-than-thou celebrities piously urging us to support one cause or another, but you have to respect them for trying to use their platform to make a positive change in the world.

Let's also not forget that it is AOC's job to convey political messages, and few politicians realise that fashion is as useful a tool as a social media handle or press liaison officer.

Whether you are a fan of celebrity news and fashion or not, in 2021 the drama and colour of red carpet pictures rarely fail to draw the attention of the average consumer-usually more successfully than political headlines.

Ocasio-Cortez has managed to engineer her message into the fashion and celebrity news cycle, which is some feat-especially given the somewhat chaotic and bizarre nature of Monday night's looks.

For that, I can only say: Well played, AOC, well played.





## **Election fears form backdrop to DUP's 'crazy' drama in Northern Ireland**

The Guardian

4 February 2022

Once again Northern Ireland is in the headlines. Stormont is on the brink of collapse and the febrile politics of orange, green and everything in between is exposed to all who do not live there. An election for the Stormont assembly looms in May and on Friday the Democratic Unionist party raised the stakes again.

If the withdrawal of the first minister and an order to halt Brexit food checks mandated under the Northern Ireland protocol was not enough to convince voters it was serious in its battle against the EU and its "cheerleaders" on local territory, it also made veiled threats about its ability to return to power-sharing after the polls if the Brexit issues it is fighting are not resolved.

But behind all of the melodrama lie several basic issues: the DUP is battling to recover support in the polls and Boris Johnson's promises to address the party's concerns over the checks are stalling.

The DUP's leader, Jeffrey Donaldson, revealed on Friday that the prime minister had told him it would take just three weeks to get a new deal on the protocol last October. More than three months later, Johnson is still arguing the case but is not cancelling the protocol.

Yes, Johnson has shown he likes to keep the Brexit pot boiling, recently accusing Brussels of implementing the Northern Ireland protocol in an "insane and pettifogging way".

The PM also told Donaldson last week that there was only a 20-30% chance of a new Brexit deal in the next few weeks, so the party may have been wise not to heed his earlier promises.

By walking out of Stormont's first minister's office, the DUP is signalling that it wants the protocol to be centre stage for the approaching election.

It may not be a winning argument as Lord Frost and others, before and after his resignation as Brexit minister, have never agreed that the protocol will be scrapped.

For this reason, the Ulster Unionist party (UUP) leader, Doug Beattie, described the DUP drama this week as "crazy", futile, "as the protocol will still be there" after the election.

Gavin Barwell, Theresa May's former chief of staff, was equally blunt. "It should now be clear to the DUP that supporting Brexit was a huge strategic error for them and unionism in NI. It's reduced support for the Union. It's led to a border in the Irish Sea (because the ERG prefer that to the alternative – customs union + regulatory alignment)," he tweeted this week.

The stakes for the DUP in that post-Brexit world could not be higher.

Sinn Féin remains on course to overtake the DUP as the largest single party in Northern Ireland for the first time, with the UUP snapping at the DUP's heels.

Recent polls give Sinn Féin 25% of the vote, eight points ahead of the DUP and on course to take the first minister's position.

This is a nightmare scenario for the DUP which has over recent months refused to confirm whether it would participate in a coalition with a Sinn Féin first minister or take up the role of deputy first minister if returned as the second biggest party.

On the unionist front it is fighting a re-energised UUP which was placed in joint-third place with the Alliance party in the most recent opinion poll in January.

While the UUP may have taken a knock from the recent row over the historic tweets of its leader, Beattie, he is still in place and fighting to convince voters the party offers a more socially liberal outlook than the DUP.

Polls south of the border have also seen an extraordinary rise in the popularity of Sinn Féin.

Although the next general election in Ireland is three years away, the party is in contention to be part of a government in Dublin and the spectre of a border poll on a united Ireland haunts unionists.

It is on this wider canvas that the events of this week have played out in Belfast.



## **William and Kate's tone-deaf Caribbean tour and blunders that damaged royal brand**

The Mirror

26 March 2022

As the Duke and Duchess of Cambridge embarked on their first major tour since the start of the pandemic, they were faced with the harsh reality that the world is a very different place from our pre-Covid memories. George Floyd's murder at the hands of a white oppressor has made all - institutions ask questions of themselves, and in a world dominated by images and optics, the standout instances on this trip could not have been more wrong.

Indeed it seems a jolly trip down memory lane was the foundation for this quite often haphazardly organised ode to a bygone era. The excitement that normally accompanies one of these trips was swiftly replaced with intense nervousness. A series of PR blunders that should have been easily navigated has left the Duke and Duchess of Cambridge's reputation severely wounded.

As the heavens opened in Nassau today it could have been an unfortunate metaphor for the dark cloud that hung over the tour. But back to doing what they do best, William and Kate spoke from the heart to key workers who had battled through the pandemic, and they partook in a traditional walkabout outside the senate building, with Kate delighting the crowd by cooing at a baby and shimmying to a drum band.

But it is other images that have dominated – such as shaking hands with children through metal fences and riding around in an open top Land Rover – that will have caused potentially irreparable damage to brand royal, certainly in a region where anti-monarchy sentiment is growing.

A worrying tone was set when a day before they arrived in Belize to kick off the tour last Saturday, a protest emerged from an indigenous group. Small in number but mighty in voice, locals railed against the couple for showing an apparent lack of respect after not being consulted and alleged demands to land a helicopter on a school field. With placards carrying the message, "Prince William Leave Our Land", it was the start nobody would have wished for.

For their part William and Kate threw themselves into the engagements. But things weren't happy for long. On the next stop in Jamaica the temperature was turned up a notch. As their plane took to the air, angry campaigners on the ground shouted slogans of emancipation. The island nation has made no secret of their intention to stage a referendum to end centuries of British rule. Barbados last November cemented its future by severing ties.

Then William and Kate's stop in Trench Town was plunged into a PR nightmare. As they received pop stars' welcome, 800 excited locals added to the febrile atmosphere. But Kate and William's

decision to clasp the outstretched arms of Jamaican children, pushing through a wire fence, was a horror show. The cropped images went round the world within hours, creating a storm of criticism with allegations of rancid undertones of Britain's colonial past.

Palace staff attempted to dampen the flames with news that William was to make a landmark speech on slavery – both he and Kate “aware” of the protests. However, his big moment, where he spoke of his “profound sorrow” for the abhorrent slave trade, was widely savaged by campaigners. Calls of “tone deaf”, “pathetic” and “empty” words followed – an apology many had wished for severely lacking.

Before departing for The Bahamas, more calls for reparations came before a passing-out parade. Quite how William, Kate and their entire team thought it would be a grand idea to hop onto the back of an open top Land Rover and be driven about by a black soldier, while wearing costume outfits, is staggering. A tribute to the Queen apparently, driven in the same car she used in the 1960s when the whiff of empire hung in the air without much controversy.

But times have changed and as William and Kate will surely discover, scenes such as those witnessed are best viewed in a Netflix blockbuster.

Adapted



## Why America is dangerously polarised — and Europe is not

Financial Times  
20 January 2022

Contrast two leaders. Donald Trump's approval ratings barely budged during his presidency, and his supporters dismissed every scandal as "fake news". But when Boris Johnson turned out to have doubled as a party host during lockdown, his supporters fled: his net favourability rating went from +29 per cent in April 2020 to -52 per cent last week, according to pollsters YouGov.

Here, in microcosm, is the uniqueness of American polarisation. People often discuss polarisation as a global problem, but in fact, in most western European and even Latin American democracies, rival camps aren't deeply entrenched or always entirely serious.

Western polarisation peaked between 2016 and 2018, with the victories of Brexit, Trump and Brazil's Jair Bolsonaro, the violent clashes over Catalan independence (...)

Today the US remains dangerously polarised — more like Turkey or India than western Europe. Among Republicans in particular, ethnic, religious and ideological identities are often perfectly aligned. Many believe God supports their party. Egged on by Trump, they fear their tribe is under existential threat. In a survey by George Washington University, most Republicans said, "the traditional American way of life is disappearing so fast we may have to use force to save it". They have enough firearms.

The US is also handicapped by its constitution, which among other things has made the Supreme Court — arguably the country's mightiest political institution, given congressional gridlock — a past-winner-takes-all prize. The step back from democracy is short in the US, since southern states impeded many black people from voting until the late 1960s.

But western Europe is tamer. Divides are deep, but most of its citizens just aren't very interested in political issues and cannot stay angry about them for years on end. Europe's history is about forgetting past polarisation (...)

Today's British depolarisation is a case in point. Most Leavers celebrated victory in the Brexit referendum less as a revolution than as a sort of football match: "You lost, get over it!" They don't believe God wants Brexit. Nor do Leavers lie awake at night afraid that Remain hordes will slaughter them in their beds. Indeed, these labels are peeling off as Brexit loses salience and drifts into impenetrable negotiations over something called Article 16. Last year, Britons conducted more Google searches for Aston Villa Football Club than for Brexit.

Helpfully too, most elected leaders other than Trump seek to reduce tension. Democracy is a conflict-management system that usually tends towards tedium.

The need to build coalitions is a force for unity in many European democracies. (...)

Some polarising parties such as Eric Zemmour's in France or Vox in Spain still try to identify society's faultlines and then sit on top of them, but they attract few followers — many of whom understand that there's no risk of these outfits ever taking power, and just want a bit of excitement. Mathieu Lefevre, director of the anti-polarisation NGO *More in Common*, warns that there's more danger of certain societies sliding into apathy than of electing extremists.

One thing holding European societies together is that most people still get their news from state broadcasters. In Britain, nearly 100 per cent of adults use the BBC every month. People moan about BBC news, but most of them trust it. When scandals broke around Johnson, hardly anybody said it was all just "fake news". Even in Brazil, many of Bolsonaro's supporters see him clearly: his poll ratings collapsed after he mishandled Covid-19. Anti-system politicians outside the US generally pay a price for misrule.

There's a broader lesson here. Pundits often extrapolate from the US case, whereas in fact it's an outlier among western democracies. Its polarisation, filter bubbles and economic inequality are unusually bad. Yet because international debate is disproportionately driven by anglophone media and academics at US universities, we sometimes end up discussing American problems as if they afflicted the whole developed world.

Instead, in a new version of American exceptionalism, we should recognise the US as a special case, and make plans to cope should its democracy collapse.



### **Only political renewal will rebuild trust and create a fairer society**

The Observer

5 June 2022

Britain has become a better country in which to live on almost every measure in the 70 years since the Queen succeeded to the throne. We are a wealthier nation, with lower levels of absolute poverty and higher life expectancies. Many more can afford to enrich their lives with international travel. In the 1950s, few people owned televisions or fridges; today, technology of which they could only have dreamed has become a permanent feature for the vast majority. Women's participation in the workforce has more than doubled and Britain is today a far less racist country than it was then.

But the national mood is different from 20 years ago at the golden jubilee, or even the diamond jubilee in 2012. In the early 2000s, Britain appeared at last to be on an upwards trajectory after the recession of the 1990s. {...} The chancellor, Gordon Brown, even declared the end of "boom and bust".

It has taken the benefit of hindsight to understand just how premature that was. First, there was the 2008 financial crisis that reverberated around the globe and set in train more than a decade of stagnating living standards for young people and those on low incomes; then, a referendum vote to leave the EU that sucked in all political energy for five years, leaving little for anything else; and a pandemic that claimed the lives of thousands of Britons and sent the national debt soaring to levels not seen since the 1960s. Global oil shocks and the war in Ukraine have sent inflation soaring to historic levels this year.

Each of these crises has been met with a political response that has fallen far short of what the country deserves. Conservative chancellors used the financial crisis as a justification for cutting back financial support for low-income families with children, even as they delivered expensive tax cuts that disproportionately benefited better-off families. Winning the Brexit referendum only delivered more power to ideologues within the Conservative party, who spent years agitating for a hard economic, as well as political, break with the EU that jeopardises the political stability of Northern Ireland and will drive up regional disparities in a country that already has some of the worst levels of geographic inequality among wealthy nations. Boris Johnson made serious and deadly errors in his handling of the pandemic, while undermining public trust in democracy by breaking laws he himself introduced to protect lives during a national emergency.

The product of all this is that the optimism of 20 years ago has been replaced with unhealthy levels of cynicism in our governing class; a sense things will continue to improve has been edged out by the gloom of stagnation. This is the first generation of young people who look set to be

worse off than their parents. Britain's housing crisis means that many people in their 30s will never own a home, leaving them consigned to the insecurity and expense of privately renting. But our addiction to growth fuelled by consumer debt and enabled by rising house prices means no politician has dared implement the effective solutions to the housing crisis that would right this intergenerational wrong.

{...}

That life in Britain today is far better, on average, than it was in 1952 does not mean citizens should put up and shut up. The last decade has brought challenges of a scale not seen since the Second World War, but the UK is a wealthy country better equipped than ever to meet them, if only our leadership were equal to the task. Britain in 2022 is a country that has never been more desperately in need of political renewal.

(Adapted)





### **Why is it still considered okay to be ageist?**

The Irish Times  
21 January 2022

In September 2018 Ian Tapping, a project manager at the British ministry of defence, called a meeting with HR. He had been in dispute with his employer and wanted to make a bullying and harassment claim. In the course of the conversation, his HR manager asked when he intended to retire - Tapping, who was in his early sixties, subsequently quit and sued for age discrimination. Last month he won his case. A judge ruled that it is illegal to ask someone about retirement plans unless they have raised the subject themselves, which had not happened in this instance. Such a question was ageist, said the judge, as it would not have been put to a 30-year-old.

The verdict was reported in the Daily Mail and the paper's readers, who like nothing better than a spot of outrage, were well and truly disgusted. This country has gone mad, they exclaimed. Given that the average Mail reader is only a couple of years younger than Mr Tapping, the hostility was odd. Ageism is so rampant that they are likely to have been the butt of it themselves.

A 2021 World Health Organisation survey found that every second person holds ageist attitudes while, according to the National Barometer of Prejudice and Discrimination, a 2018 study undertaken for Britain's Equality and Human Rights Commission, 26 per cent of people experienced age discrimination in a year.

Survey after survey establishes the same things: people over 50 find it harder to get job interviews and are more likely to be eased out of existing jobs.

The ruling last month seems an obvious case of progress, in Britain at least. It rightly puts retirement on a par with pregnancy - over the past couple of decades, employers have learned not to ask a young woman when she plans to have a child, unless they want to end up in court. Now the same principle applies to older workers. This may require quite some adjustment, as that sort of question is asked all the time.

When I discussed the case with a 56-year-old friend, she said her boss at the world-famous consumer goods company where she works had that very week asked: "Am I correct to assume you intend to be on the organisational chart at the end of 2022?" Which was a fancy way of implying he would not be sorry if the answer was no.

Not only will employers have to adjust, they will need to do so snappily, as there are so many more older workers about. In 2012, a quarter of the British workforce was over 50; by 2050 it will be over a third.

On average, men in the UK work till 65, two years longer than in 2000. Women retire on average at 64, up from 61 20 years ago.

Although ageism is everywhere, few victims choose to do a Tapping and take their employers to court. Even though it has been illegal in the UK to discriminate on the basis of age since 2006, such cases make up only a negligible percentage of the overall workload of employment tribunals.

"It's still under the radar," says Lyndsey Simpson, founder of the employment website 55/Redefined, "because people don't want to go on the record. They think they'll be attacked and they think it will be career-limiting. I've lost count of the number of men who are turned down for jobs and are told: you are overqualified, or you don't meet our diversity requirements."

Last month, when 62-year-old Adam Boulton left his post as political editor of Sky News, he told the Times it was by "mutual decision" and that the channel was concentrating on "the next generation". He added: "Television is very sensitive to the idea of diversity." There seemed to be no irony in his remark - the thought that true diversity should also include age had not occurred either to him or his employer. [...]

Adapted



## **UN adopts mandate for binding treaty to end plastic pollution**

The East African  
6 March 2022

Of the 400 million tonnes of plastics produced per year in a global industry valued at \$522.6 billion, a paltry 10 percent make it for recycling of any form

In what has been described as a historic moment and the world's turning point on plastics, the United Nations Environment Assembly (UNEA) has adopted the mandate for a new legally binding treaty on plastic pollution. The aim of the resolution is to decrease the usage of plastic and increase recycling for a cleaner, healthier environment.

This presents an opportunity for world governments to light the way for a legally binding treaty to determine the plastics lifecycle from production to distribution to disposal.

The proposition for a global treaty on eliminating plastic pollution was tabled by Rwanda and Peru and took two weeks of negotiations in Nairobi to come to fruition.

The Executive Director UN Environment Programme (Unep), Inger Andersen, termed the agreement as the most important international environmental deal since the Paris accord. "This is an insurance policy for this generation and future ones, so they may live with plastic and not be doomed by it" said Ms Andersen.

UN member states met at Unep Headquarters in Nairobi last week where Heads of State, Ministers of environment and other representatives from 175 nations endorsed the landmark agreement that will address interventions through the full lifecycle of plastic from source to sea.

The plastics global industry is valued at \$522.6 billion and yet, only 10 percent of all the plastics ever produced has been recycled.

This will be the first legal document agreed internationally that charts a roadmap to tackle plastic pollution, a pervasive environmental menace that UNEA's outgoing President, Norwegian Minister of Climate and Environment, Espen Barth Eide, said had "infiltrated food chains and human blood streams".

"Today we made history. Plastic pollution has grown into an epidemic. With today's resolution, we are officially on track for a cure. Now we can design a roadmap to take the leakage of plastic into nature away. And this shows that multilateralism works," said Mr Eide.

On a day of great emotion, Rwanda's Minister of Environment, Dr Jeanne d'Arc Mujawamariya said, "...this spirit of cooperation that we've witnessed here in UNEA that will lead us to success in developing a treaty to end plastic pollution. But the real work begins. That is why a like-minded

group of nations including Kenya, has formed a high-ambition coalition to end plastic pollution. The coalition will walk with the international negotiating committee and advocate for urgent action.”

“We will work with the INC and are optimistic about the opportunity to create a legally binding treaty as a framework for national ambition-setting, monitoring, investment, and knowledge transfer to end plastic pollution.”

[...]

The resolution establishes an Intergovernmental Negotiating Committee (INC), which will begin work to complete an international legally binding agreement to end plastic pollution by the end of 2024.

A legally binding instrument would reflect how to address the full lifecycle of plastics, from production to the design of reusable and recyclable products and materials, and the need for enhanced international collaboration to facilitate access to technology, capacity building and scientific and technical cooperation.

At a press conference during the opening of the conference, Ms Andersen said over 80 companies including plastic manufacturers had signed up for the legally binding global agreement. She noted that this was important for plastic manufacturers because their consumers had begun to take notice of the crisis that had stemmed from the plastic pollution across the world and were beginning to demand action.

“Let it be clear that the INC’s mandate does not grant any stakeholder a two-year pause. In parallel to negotiations over an international binding agreement, Unep will work with willing governments and businesses across the value chain to shift away from single-use plastics, as well as to mobilise private finance and remove barriers to investments in research and in a new circular economy,” Andersen added.

Adapted



### **Economists Pin More Blame on Tech for Rising Inequality**

The New York Times  
11 January 2022

Daron Acemoglu, an influential economist at the Massachusetts Institute of Technology, has been making the case against what he describes as “excessive automation.”

The economywide payoff of investing in machines and software has been stubbornly elusive. But he says the rising inequality resulting from those investments, and from the public policy that encourages them, is crystal clear.

Half or more of the increasing gap in wages among American workers over the last 40 years is attributable to the automation of tasks formerly done by human workers, especially men without college degrees, according to some of his recent research.

Globalization and the weakening of unions have played roles. “But the most important factor is automation,” Mr. Acemoglu said. And automation-fueled inequality is “not an act of God or nature,” he added. “It’s the result of choices corporations and we as a society have made about how to use technology.”

Mr. Acemoglu, a wide-ranging scholar whose research makes him one of most cited economists in academic journals, is hardly the only prominent economist arguing that computerized machines and software, with a hand from policymakers, have contributed significantly to the yawning gaps in incomes in the United States. Their numbers are growing, and their voices add to the chorus of criticism surrounding the Silicon Valley giants and the unchecked advance of technology.

Paul Romer, who won a Nobel in economic science for his work on technological innovation and economic growth, has expressed alarm at the runaway market power and influence of the big tech companies. “Economists taught: ‘It’s the market. There’s nothing we can do,’” he said in an interview last year. “That’s really just so wrong.”

Anton Korinek, an economist at the University of Virginia, and Joseph Stiglitz, a Nobel economist at Columbia University, have written a paper, “Steering Technological Progress,” which recommends steps from nudges for entrepreneurs to tax changes to pursue “labor-friendly innovations.”

Erik Brynjolfsson, an economist at Stanford, is a technology optimist in general. But in an essay to be published this spring in *Daedalus*, the journal of the American Academy of Arts and

Sciences, he warns of “the Turing trap.” The phrase is a reference to the Turing test, named for Alan Turing, the English pioneer in artificial intelligence, in which the goal is for a computer program to engage in a dialogue so convincingly that it is indistinguishable from a human being.

For decades, Mr. Brynjolfsson said, the Turing test — matching human performance — has been the guiding metaphor for technologists, businesspeople and policymakers in thinking about A.I. That leads to A.I. systems that are designed to replace workers rather than enhance their performance. “I think that’s a mistake,” he said.

The concerns raised by these economists are getting more attention in Washington at a time when the giant tech companies are already being attacked on several fronts. Officials regularly criticize the companies for not doing enough to protect user privacy and say the companies amplify misinformation. State and federal lawsuits accuse Google and Facebook of violating antitrust laws, and Democrats are trying to rein in the market power of the industry’s biggest companies through new laws.

Mr. Acemoglu testified in November before the House Select Committee on Economic Disparity and Fairness in Growth at a hearing on technological innovation, automation and the future of work. The committee, which got underway in June, will hold hearings and gather information for a year and report its findings and recommendations.

Despite the partisan gridlock in Congress, Representative Jim Himes, a Connecticut Democrat and the chairman of the committee, is confident the committee can find common ground on some steps to help workers, like increased support for proven job-training programs.

“There’s nothing partisan about economic disparity,” Mr. Himes said, referring to the harm to millions of American families regardless of their political views. [...]

Adapted



**Sports stars can no longer plead ignorance. They have political power and must use it.**

The Guardian  
2 January 2022

Sport is politics. There is no question about that at the beginning of the year when the Winter Olympics are taking place in Beijing and the World Cup in Qatar. You only have to open the newspaper these days. (...)

One news item received particular attention worldwide. Out of concern for the life of Peng Shuai, the former world No 1 in doubles, the WTA has suspended all tournaments in China. In total, about 30% of the WTA's revenue comes from China, with the annual finals in Shenzhen paying out the equivalent of about €12m (£10m), more than any other event in women's tennis. But the players are now saying: we'll do without.

Taking a strong stance is a tradition in women's tennis, whose history is marked by personalities. In the 1960s, the WTA founder and multiple grand slam winner Billie Jean King campaigned for equal treatment and pay for the genders. Later, the multiple Wimbledon winner Martina Navratilova campaigned for gay rights. The supposedly weaker sex actually dominates the fighting mode. Female athletes have turned their federation into an independent institution.

The WTA's consistent decisions send a signal: you can say no in sport. Negotiations require an interplay – approaching each other, but also withdrawing from time to time. Countries in which human rights are not universal also invest in football. These countries are part of global sport and offer so much money that many find it difficult to refuse.

The German television broadcaster ZDF recently ran a hidden-camera investigation. The reporter spoke to workers from Nepal, Pakistan and Bangladesh who build stadiums and roads in Qatar. Eight of them lived in one room; they earn €300 a month each but have been waiting months for their salaries.

The report also featured attractive match scenes from the 2021 Arab Cup and all eight new stadiums. In a country with 2.9 million inhabitants there are now eight of the most modern, expensive and beautiful stadiums in the world, less than an hour's drive apart. The ZDF report was in anticipation of the dilemma facing the 2022 World Cup: people know about the situation in Qatar but they enjoy watching the spectacular pictures and the best teams.

When the 1978 World Cup took place under the direction of the Argentinian military regime, many players had no answer to questions about human rights. Today, the world can no longer be viewed so naively. Everyone involved knows better than before about what is going on in faraway continents. Most footballers also have more time to deal with such issues, due to advanced professionalisation. Public figures like them are also expected to inform themselves of matters

outside their bubble. Now that the world has become a village, everyone knows the conditions in Qatar.

Some footballers are stepping in and calling for human rights to be respected. "I think more attention needs to be paid to this kind of thing in the future when awarding contracts," the Germany international Leon Goretzka has said. Finland's captain, Tim Sparv, wrote in an open letter: "We woke up too late, I woke up too late." Sparv called on players, media and fans to talk about working conditions in Qatar.

On a small scale, this argument is already bearing fruit. When a black player was racially insulted by a spectator during the third division match between MSV Duisburg and VfL Osnabrück in Germany in December, the teams forced a stop. All parties quickly agreed that they wanted to set an example: players, both clubs, referees, the association and fans from both camps.

(...)

Major sporting events, especially in football, generate enormous attention. Nowadays, European Championships and World Cups require everyone who takes part to deal with working conditions and human rights. At Euro 2024 in Germany, too, Europe will negotiate with each other how we want to live together.





## **Lords inflict multiple defeats on ministers with misogyny voted a hate crime**

The Guardian  
18 January 2022

The House of Lords has voted to make misogyny a hate crime in England and Wales, in a night of several defeats for the government in the upper chamber.

The law change would enable judges to impose stronger penalties if prejudice against women is proved to be the motivation, and would also require the police to record whether crimes were motivated by a hatred of someone's sex or gender.

In October, Boris Johnson rejected the idea that misogyny should be a hate crime, saying: "If you simply widen the scope of what you ask the police to do, you'll just increase the problem."

The justice secretary, Dominic Raab, also dismissed the suggestion while appearing confused about the meaning of misogyny, suggesting it could apply to the abuse of women or men.

The Home Office minister Lady Williams pointed to a report by the Law Commission last year which concluded that making misogyny a hate crime would not prevent hostility towards women, but the amendment passed anyway on Monday night, thanks to support from Labour and the Liberal Democrats, with 242 peers backing it versus 185 voting against.

The vote came during a debate in the House of Lords on the Police Crime, Sentencing and Courts Bill, in which the government lost 14 divisions, including plans to make people locking themselves on to objects punishable by up to 51 weeks' imprisonment, suspicion-less stop-and-search and introduction of "serious disruption prevention orders" against protesters.

Peers also voted to block proposals to give police new powers to stop noisy and disruptive protests in England and Wales, with Green peer Jenny Jones calling the plans "oppressive" and "plain nasty".

Once the Lords have completed their scrutiny of the bill, which needs the approval of both houses to become law, it will return to the House of Commons.

In December, the Law Commission, an independent body that recommends legal changes for England and Wales, decided to reject a proposal to make misogyny a hate crime after it concluded that the move would not solve the "real problem" of hostility or prejudice directed against women because of their sex or gender.

Instead, it recommended that the government consider introducing a specific offence to tackle public sexual harassment, which it claimed would be more effective.

The drive to amend the bill to make misogyny a hate crime was led by the Conservative peer Lady Newlove, a former victims' commissioner.

Newlove said: "It is perverse that, despite 3 million crimes being committed against women in just three years, our legal and policing systems do not routinely recognise what we all know is blindingly obvious: the deep-rooted hostility towards women that motivates many of these crimes.

"As a society we have rightly taken steps to acknowledge the severity of racist or homophobic crimes, but have not yet acted on crimes driven by hatred of women.

"Too often when it comes to violence against women, society demands the perfect victim before we act," she stressed, adding that her amendment was an attempt to "flip the script".

Lady Fox, an independent, argued against the proposal, warning that the collected data would be "almost entirely based on subjective perceptions" of what constituted misogyny.

Labour's Lord Hain called the government's plan to curb noisy protests via extended police powers "the biggest threat to the right to dissent and the right to protest in my lifetime".

Williams defended the government's plans, telling peers that the police would only use the powers where "necessary" and "appropriate", before the amendment won by 261 votes to 166.

Adding to a raft of government defeats, peers also supported four other amendments including one aiming to protect Parliament Square as a place to protest, one that would require police officers to tell the truth in public inquiries, and one demanding an inquiry into the prevalence of drink-spiking offences.